

Le marché du travail québécois : entre rééquilibrage et transformation

Mensuel économique de décembre 2025

Le commentaire de notre économiste Miguel

Le marché du travail québécois poursuit son rééquilibrage après plusieurs années de pénurie, mais les disparités régionales et sectorielles demeurent marquées. Les régions ressources, comme l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord/Nord-du-Québec, affichent encore les ratios de postes vacants-chômeurs les plus élevés, signe de tensions persistantes malgré une amélioration depuis 2023. À l'inverse, les régions urbaines telles que Montréal, Laval et l'Outaouais présentent des ratios plus faibles, reflétant un bassin de travailleurs plus abondant, tandis que les régions manufacturières offrent un portrait intermédiaire et variable. Ces écarts soulignent l'importance d'adapter les stratégies de main-d'œuvre aux réalités locales.

Sur le plan macroéconomique, l'inflation québécoise s'est établie à 3,0 % à la fin novembre, en léger recul. En décembre 2025, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 2,25 %, estimant ce niveau adéquat pour stabiliser l'inflation autour de 2 % tout en soutenant l'économie.



Miguel Ouellette

Directeur principal et économiste
miguel.ouellette@mallette.ca

Actualité économique

Le marché du travail québécois se rééquilibre après une période de pénurie, mais des disparités régionales et sectorielles persistent.

L'économie québécoise traverse une période de transformation marquée par l'incertitude, une croissance de la population stable et le ralentissement des gains de productivité. Dans ce contexte, **la capacité des entreprises à mobiliser une main-d'œuvre qualifiée et suffisante devient un enjeu déterminant pour répondre à leurs besoins et soutenir leur croissance.**

Afin de mesurer cette capacité, l'indicateur des postes vacants en rapport au nombre de chômeurs devient un outil pertinent, permettant d'illustrer les déséquilibres sur le marché du travail : un ratio élevé indique une pénurie de main-d'œuvre.

Après avoir été supérieur à 1,0 au T1 2023, le ratio de postes vacants par chômeur au Québec affichait 0,39 au T2 2025, reflétant ainsi la fin d'une période de pénurie généralisée dans la province. Toutefois, des disparités importantes entre régions et secteurs sont présentes et façonnent les dynamiques locales.

- Les régions ressources, comme l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord/Nord-du-Québec, affichent les ratios les plus élevés, signe de pénuries persistantes malgré une amélioration depuis 2023
- Les régions urbaines comme Montréal, Laval et l'Outaouais présentent inversement des ratios parmi les plus faibles, traduisant un bassin de travailleurs plus abondant
- Les régions manufacturières, quant à elles, offrent un portrait intermédiaire et variable

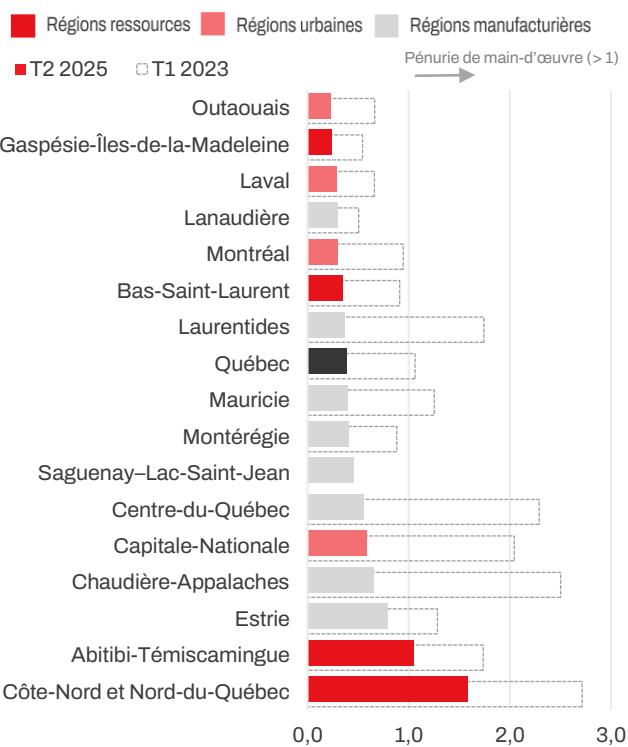
En raison de ces disparités, il est essentiel d'adapter les stratégies aux réalités locales afin d'agir de manière efficace.

- Dans les régions où les postes vacants dépassent le nombre de chômeurs, des mesures favorisant l'attraction, la mobilité interrégionale et une immigration plus ciblée pourraient être envisagées
- À l'inverse, là où l'offre est excédentaire, des actions visant la requalification des travailleurs et le développement économique pourraient constituer des leviers intéressants pour créer de nouvelles opportunités

Dans un contexte de transformation économique et démographique du Québec, comprendre ces particularités n'est plus seulement une nécessité statistique : c'est la clé pour bâtir un marché du travail résilient, capable de soutenir la croissance et le développement des entreprises d'ici.

Tensions du marché du travail

Postes vacants en rapport au nombre de chômeurs par région



La balance commerciale canadienne en territoire positif

À la fin septembre, la balance commerciale du Canada est retournée en territoire positif, après avoir été en zone négative depuis sept mois consécutifs, enregistrant une hausse de plus du double par rapport au mois précédent.

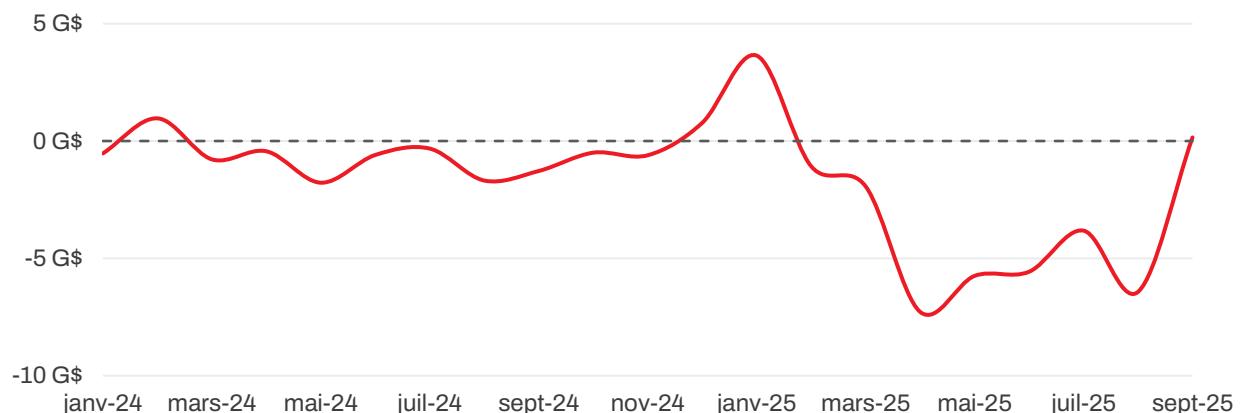
Cette amélioration s'explique par une hausse marquée des exportations (+6,3 %) combinée à un recul des importations (-4,1 %). Plus particulièrement, le renforcement de la posture de la balance commerciale en

septembre provient du **redressement des échanges avec nos partenaires clés** : le surplus avec les États-Unis a progressé de 44,3 %, tandis que le déficit s'est réduit avec l'Union européenne (-25,3 %) et la Chine (-18,7 %).

Malgré un regain global de la balance commerciale, cette dernière affiche une détérioration à l'égard du Royaume-Uni (-16,9 %) et du Mexique (-4,8 %).

Évolution de la balance commerciale

Canada, mensuelle depuis janvier 2024



Le commentaire de notre économiste Alexandra

Le commerce international est un moteur important de développement et de la productivité à l'échelle mondiale. On observe toutefois un ralentissement de la croissance des échanges depuis plus d'une décennie, en particulier au cours des dernières années, dans un contexte de montée du protectionnisme et d'imposition de droits de douane.

Bien que les impacts économiques de ces tarifs aient été jusqu'ici plus limités qu'anticipé, la diversification des partenaires et le développement de nouveaux accords commerciaux demeurent essentiels afin d'élargir l'accès préférentiel aux marchés, d'atténuer l'impact des tarifs et de réduire l'incertitude commerciale pour les entreprises.



Alexandra Lareau

Conseillère et économiste,
Marketing, études et stratégie
alexandra.lareau@mallette.ca

Inflation

Inflation canadienne

L'inflation au Canada s'est posée à 2,2 % en novembre dernier, ce qui représente un résultat relativement stable par rapport au mois d'octobre (+0,06 p.p.).

Le Nouveau-Brunswick (0,6 p.p.) et le Manitoba (0,3 p.p.) ont enregistré les augmentations mensuelles les plus marquées de leur taux d'inflation, positionnant ainsi le Manitoba au sommet des provinces en termes d'inflation.

La Nouvelle-Écosse, le Québec et la Saskatchewan sont les seules provinces ayant affiché un recul de leur taux d'inflation par rapport à octobre 2025.

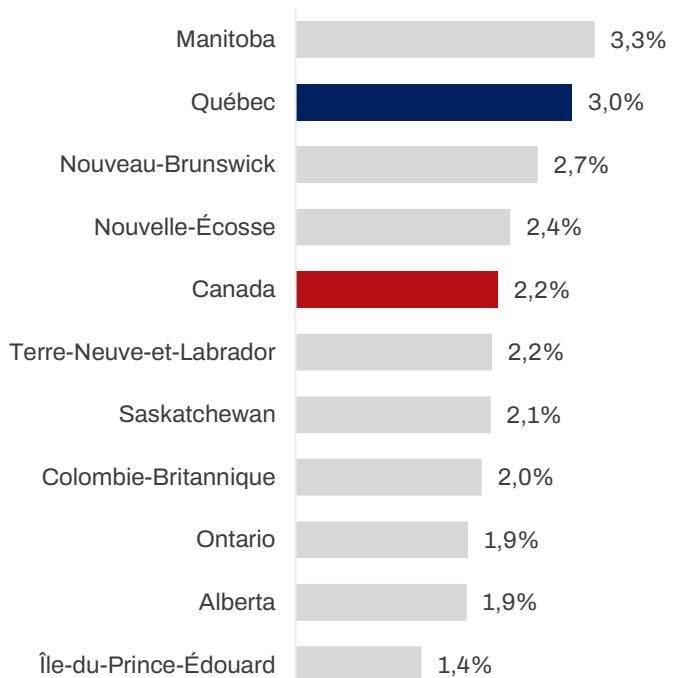
Inflation québécoise

À la fin novembre, l'inflation québécoise s'est établie à 3,0 %, en léger recul de 0,1 p.p. par rapport au mois d'octobre.

Les catégories des aliments et du logement demeurent les principales sources de pression, alors que la progression de

Taux d'inflation par province

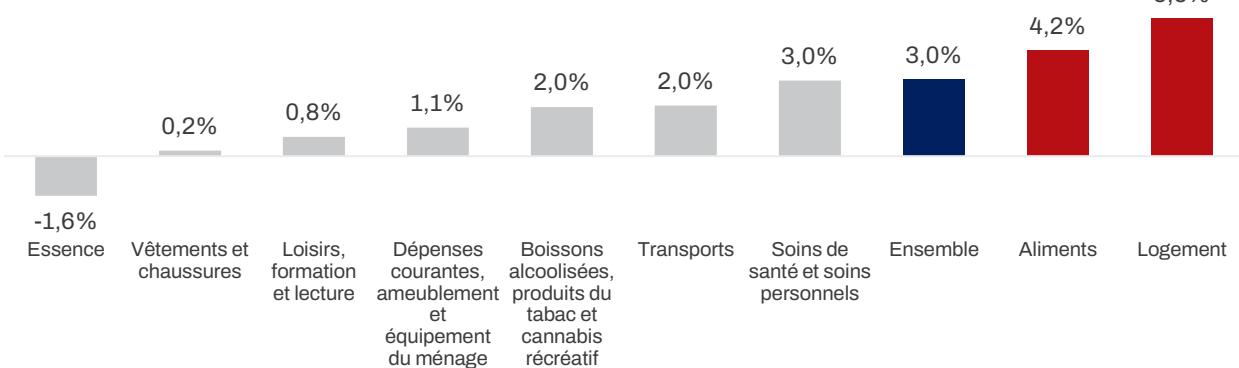
Inflation annuelle, novembre 2024 à novembre 2025, %



l'inflation dans la catégorie des vêtements et chaussures soutient son niveau élevé. Toutefois, le recul observé dans cinq autres composantes, notamment les dépenses courantes, les loisirs, et les transports, a permis d'atténuer ces pressions et d'offrir un portrait global plus favorable.

Taux d'inflation au Québec par catégorie de biens et services

Inflation annuelle, novembre 2024 à novembre 2025, %



Taux de chômage

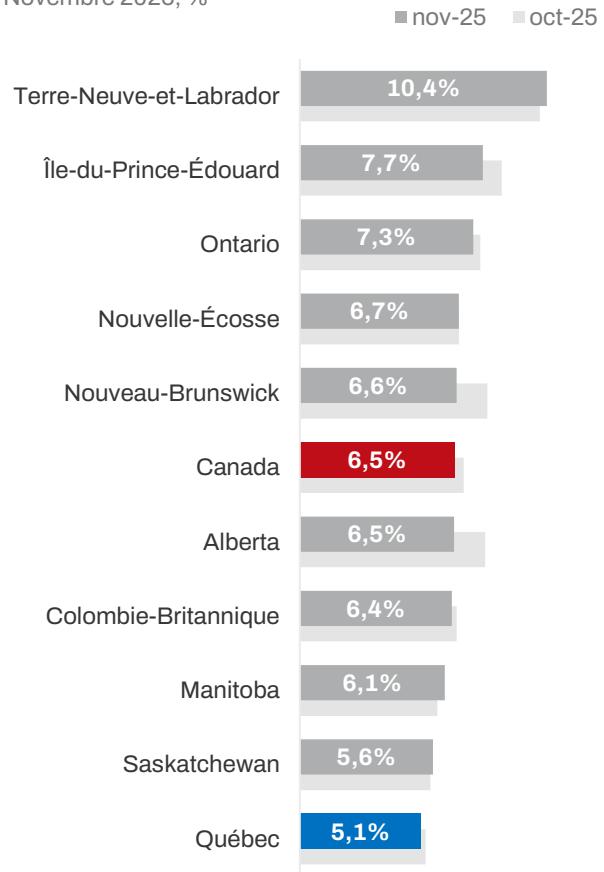
En novembre 2025, le taux de chômage au Canada s'est établit à 6,5 %, ce qui représente une diminution de 0,4 p.p. par rapport au mois précédent. Cette baisse s'explique en partie par un léger repli du taux d'activité, qui est passé de 65,3 % à 65,1 % sur la période.

Sur le plan provincial, **sept provinces sur dix ont enregistré une baisse ou ont maintenu leur taux de chômage** par rapport à octobre, simultanément à une contraction du taux d'activité.

- Les reculs les plus importants par rapport à octobre ont été observés au Nouveau-Brunswick et en Alberta
- La Colombie-Britannique se démarque en affichant simultanément une hausse du taux d'activité et une baisse du chômage, signe d'une dynamique plus robuste du marché du travail
- Le Québec demeure la province avec le taux de chômage le plus faible au pays, représentant la moitié de celui observé à Terre-Neuve-et-Labrador

Taux de chômage par province

Novembre 2025, %



Marchés boursiers

Après un début de mois volatil, les marchés ont terminé novembre en hausse. Actions, obligations et autres classes d'actifs ont progressé simultanément, rapprochant plusieurs indices majeurs de leurs sommets antérieurs. Ce mouvement s'explique par les anticipations de baisses de taux des grandes

centrales et par les attentes entourant l'orientation future de la politique monétaire de la Réserve fédérale aux États-Unis. Toutefois, les investisseurs demeurent attentifs au risque d'un retour des pressions inflationnistes.

Marchés financiers au 30 novembre 2025

Rendement (%)	1 mois	AAD	1 an	5 ans	10 ans
ACTIONS					
S&P/TSX	3,6 %	27,4 %	23,2 %	16,0 %	12,3 %
S&P 500	0,2 %	17,8 %	15,0 %	15,3 %	14,6 %
NASDAQ 100	-1,6 %	21,0 %	21,5 %	15,7 %	18,5 %
MSCI – EAFE	0,1 %	23,5 %	24,0 %	10,9 %	8,2 %
REVENU FIXE					
Indice des obligations universelles FTSE Canada	0,3 %	4,0 %	3,3 %	0,0 %	2,1 %

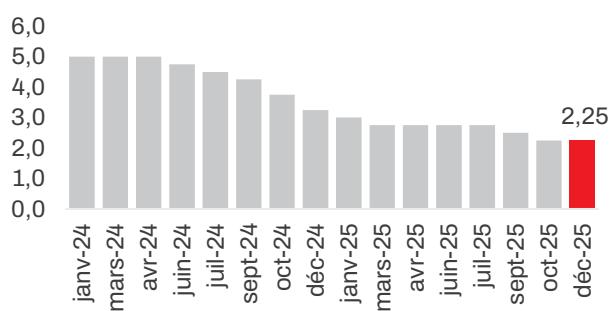
SOURCE | LSEG, Mallette.

Taux directeur

En décembre 2025, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 2,25 %, estimant ce niveau adéquat pour stabiliser l'inflation autour de 2 % tout en soutenant l'économie dans un contexte d'incertitude et d'ajustement structurel.

Taux directeur de la Banque du Canada

Depuis 2024, %



Taux de change

En novembre 2025, le taux de change s'est fixé à 1,4055 CAD/USD, marquant une légère dépréciation par rapport à octobre, tout en demeurant plus favorable qu'en début d'année.

Taux de change CAD/USD

Novembre 2025

1,4055



+0,5 % (dépréciation) Par rapport à octobre 2025

-2,3 % (appréciation) Par rapport à janvier 2025

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Banque du Canada, analyse Mallette.